



BULLETIN HEBDOMADAIRE NO. 163 / 05 juillet 89

MENACES SUR LE CAFE

Le principal produit d'exportation du Nicaragua soumis à une nouvelle épreuve : la menace de rupture de l'accord international sur les prix.

CONCERTATION AVEC LA PETITE ET MOYENNE INDUSTRIE

Des décisions ont été prises pour permettre la relance dans ce secteur malmené par la crise.

UN SPORT DE MASSE, TEL EST NOTRE OBJECTIF

Dix ans de révolution, dix ans de sport. Un bilan par le ministre des sports Emmet Lang

**LES ELECTIONS NICARAGUAYENNES
NE SE JOUENT PAS SEULEMENT AU NICARAGUA**

TRAFIC DE DROGUE EN AMERIQUE CENTRALE

Certains milieux politico-militaires honduriens et costaricains font bon ménage avec les trafiquants de drogue internationaux.

EN BREF :

- LE CONCOURS INTERNATIONAL DE PHOTOS ANN
 - ACCORD ENTRE L'ANN ET "BARRICADA INTERNACIONAL"
-

407 11481

MENACES SUR LE CAFE

par Ricardo Pino Robles

Managua, 27 juin (ANN). Le prix du café sur le marché international connaît une nouvelle chute due à l'absence de consensus pour renouveler l'actuelle convention sur les prix. Au Nicaragua, ce grain qui soutient l'économie nationale subit l'attaque conjuguée de plusieurs facteurs. Bien que le vice-ministre du commerce extérieur, James Zablah, considère que la chute des prix n'affectera pas immédiatement le Nicaragua dans la mesure où la plus grande partie de la récolte est déjà vendue, le marché libre va porter préjudice aux ventes nationales dans un futur proche.

La vente à bas prix va logiquement entraîner une baisse de l'entrée de devises au Nicaragua et va diminuer les possibilités d'investir dans des programmes de réhabilitation et d'amélioration des plantations. Cette chute des prix s'ajoute à trois facteurs extra-économiques qui ont eu une incidence négative sur la production nicaraguayenne ces six dernières années. Le blocus financier et l'embargo commercial imposés par les Etats-Unis ont réduit la capacité d'investissement du pays pour l'entretien, le renouvellement et le développement de l'infrastructure productive. La guerre, imposée également par les Etats-Unis et poursuivie malgré la condamnation de la Cour internationale de La Haye, a signifié l'abandon de 11'200 hectares de plantations et la destruction, pour la seule période de 1983 à 1985, de 60 unités de production. Rappelons que la localisation géographique des cultures de café est concentrée essentiellement dans le nord du pays, dans les départements de Matagalpa et Jinotega. 75 % de la production nationale viennent de ces régions qui ont été les principales zones de guerre depuis presque dix ans.

Le dernier facteur négatif est la volonté expresse de certains grands producteurs réactionnaires, affiliés au Conseil supérieur de l'entreprise privée (COSEP), de boycotter la production de café. Les exportations de café représentent 50 % des entrées annuelles de devises du pays. Du fait de l'agression militaire, financière et commerciale des Etats-Unis et du boycott de certains grands producteurs qualifiés ici "d'antipatriotiques", la production nationale et les exportations ont fortement diminué entre 83 et 88.

Selon l'Organisation internationale du café (OIC), les exportations sont passées de 1'136'000 sacs de 60 kg en 82-83 à seulement 590'000 sacs en 85-86. Les estimations pour 87-88 sont encore à la baisse avec 575'000 sacs. Le gouvernement fait pourtant tous les efforts possibles pour augmenter la production. Celle de 88-89 devrait être supérieure de 10 % à celle de l'an passé et celle 89-90 de 30 %.

En ce qui concerne l'amélioration des niveaux de production la responsabilité majeure revient aux petits et moyens producteurs qui occupent respectivement 30 % et 43 % de ce secteur, en incluant les coopératives. La part de l'Etat est de 15 % et celle de la grande propriété de 12 %.

Les aspirations et les espoirs des Nicaraguayens sont soumis à des facteurs indépendants de leur volonté: la fin de la guerre, du blocus, du boycott de certains producteurs et la reconduction ou non de la convention internationale sur les prix du café qui pourrait empêcher une chute importante des cours.

CONCERTATION AVEC LA PETITE ET MOYENNE INDUSTRIE

par Ricardo Pino Robles

Managua, 26 juin (ANN). Le gouvernement a fait un nouveau pas dans la concertation en assouplissant la politique économique en direction des entreprises du Conseil national de la petite et moyenne industrie (CONAPI).

L'accord, signé le 24 juin par le président Ortega lui-même, est destiné à relancer l'activité de 10'000 ateliers et de 230 coopératives affiliés au CONAPI, organisme fondé en 1982.

La petite et moyenne industrie a été le secteur le plus touché - après les salariés - par les mesures adoptées en début d'année pour réduire le rythme de l'inflation. Selon les données fournies par le CONAPI, à cause du caractère récessif de ces mesures, 50 % des petites et moyennes entreprises étaient paralysées en mai dernier, et les autres avaient réduit leurs activités de moitié.

Cependant, grâce à l'accord conclu dans le cadre de la concertation, on estime que la relance devrait se manifester en juillet/août, puisque le secteur a obtenu des facilités pour importer et exporter des produits non traditionnels.

Parmi les premières décisions annoncées par Daniel Ortega, à l'issue de quatre heures de discussion avec les membres du CONAPI, figurent l'exonération pendant deux ans de l'impôt sur le revenu et de l'impôt sur le patrimoine. Il n'y aura pas davantage d'impôt sur l'importation de machines et celui sur l'importation d'outils, de matières premières et d'emballages divers sera réduit de 40 %.

En ce qui concerne le cas particulier des coopératives - qui existent surtout dans la branche des aliments, du textile, de la chaussure, du cuir et du bois -, la retenue sur les importations sera réduite de 60 %.

Le gouvernement va également étudier la possibilité d'exonérer les entreprises du CONAPI des impôts locaux et de la TVA sur les produits qu'elles achètent et sur ceux qu'elles fabriquent.

Par ailleurs, la dette des entreprises affiliées au CONAPI contractée auprès du ministère des finances et de la Banque centrale sera restructurée, le plus rapidement possible en ce qui concerne la Banque centrale de façon à permettre l'attribution de nouveaux crédits.

Le sous-coordonateur national du CONAPI, Gustavo Hernandez, a déclaré à l'ANN que la concertation avec le gouvernement a été "très opportune". Il a en outre affirmé que désormais la coopérative d'import/export qui vient juste d'être créée "va pouvoir fonctionner". Selon Ana Rondon, coordinatrice nationale, l'organisation interne du CONAPI a beaucoup progressé depuis sa fondation, malgré les difficultés, ce qui garantit le développement de ce secteur. Le CONAPI est dirigé par neuf personnes aidées de 15 spécialistes (économistes, comptables, formateurs et animateurs).

Il compte des unités d'appui pour l'organisation, la gestion, les projets, le développement coopératif, la formation et les relations internationales. Il a en outre des délégués dans chaque région.

Victor Tirado, membre de la Direction nationale du FSLN, au cours d'une réunion avec 300 dirigeants syndicaux, a fait allusion à la concertation avec le CONAPI en ces termes: "Qui peut prédire que ce secteur ne deviendra pas la grande industrie de demain?"

La parole est aux intéressés.

LES ELECTIONS NICARAGUAYENNES NE SE JOUENT PAS SEULEMENT AU NICARAGUA

par Sergio Ferrari et Ondina Olivas

Managua, 3 juillet (ANN). La Chambre des représentants des Etats-Unis a pris, le 29 juin, la décision d'approuver l'aide "couverte" à l'opposition nicaraguayenne pour sa campagne électorale. Cela vient confirmer les thèses sandinistes qui voient dans les élections de février 90 une lutte entre Washington et la révolution.

La réponse de Daniel Ortega ne s'est pas fait attendre: "Cela va polariser encore plus la situation à l'intérieur du pays" a-t-il affirmé en même temps que le journal *Barricada* a qualifié cette aide "d'aveu clair de l'intervention yankee dans le processus électoral nicaraguayen". Le vendredi 30 juin, le vice-ministre de l'extérieur, Victor Hugo Tinoco, a adressé une énergique note de protestation au secrétaire du département d'Etat étatsunien, James Baker, condamnant la décision du Congrès.

Ce vote du 29 confirme l'accord des deux Chambres étatsuniennes qui s'est concrétisé le 24 mars dernier par le "plan Baker". Celui-ci prévoit de congeler momentanément et partiellement l'option militaire contre le Nicaragua (arrêt de l'aide militaire à la "résistance" et maintien de l'aide "humanitaire") et d'entrer en lutte politique pour la "démocratisation" du Nicaragua.

Face à cette orientation de la politique des Etats-Unis, le gouvernement nicaraguayen, qui était arrivé au Salvador en février dernier avec de nouvelles initiatives de démocratisation du pays afin de résoudre politiquement les tensions, a alerté l'opinion publique intérieure et étrangère sur cette ingérence dans le processus électoral. "Ils s'arrogent le droit d'exercer des pressions, de juger si nos élections sont justes et honnêtes, et s'ils ne sont pas contents du résultat, quant le FSLN va gagner, ils diront qu'il y a une fraude" affirme C. Tunnermman. Durant ce qu'il considère comme "une décade de frustrations", l'ancien ambassadeur du Nicaragua aux Etats-Unis soutient que "la politique étatsunienne envers le Nicaragua a été une politique de force, elle est passée par-dessus tous les principes, elle a nié toutes les possibilités de négociation.

La publication "Envío", de l'Institut historique centraméricain, analyse dans son édition de juin la nouvelle bataille qui se joue autour des élections. L'article met en évidence la série d'actions enclanchées par l'Administration Bush et destinées à affaiblir le gouvernement sandiniste. L'objectif est de créer les conditions qui permettront sinon de gagner les élections, du moins de pouvoir les dénoncer à l'avance comme irrégulières et frauduleuses et d'avoir les arguments nécessaires (pour la reprise de la guerre.

C'est dans ce contexte que le processus électoral suit son cours. La prochaine date importante est celle du 25 août, lorsque les partis et alliances devront proposer leur candidat. Le panorama sera alors clarifié quant à la participation ou l'abstention des forces politiques en présence. Durant la deuxième quinzaine de juin, certaines étapes ont été franchies qui assurent la bonne marche du processus électoral. Le président du Conseil suprême électoral a effectué une visite dans neuf pays d'Europe de l'ouest et 10 des 25 millions de dollars nécessaires à l'organisation technique et matérielle des élections ont été obtenus. A côté de ces progrès, l'opposition participe faiblement à la formation des conseils électoraux régionaux: sur les 21 partis inscrits, seulement 5 ont présenté leurs candidats dans les délais prévus.

Les déclarations du sénateur étatsunien Christopher Dodd (qui a passé quelques heures à Managua le jeudi 29 au cours d'une visite de la région) et de Bernhard Vogel, président de la fondation Konrad Adenauer en Allemagne de l'ouest, tous deux favorables au processus électoral, ont valeur de thermomètre pour le gouvernement nicaraguayen. Ni l'un ni l'autre ne peuvent être qualifiés de sandinistes et pourtant leurs remarques vont

dans le sens des conclusions optimistes émises par le 18ème congrès de l'Internationale socialiste, tenu à Stokholm fin juin.

Patricia Elvir, présidente du Comité nicaraguayen d'amitié, de solidarité et pour la paix (CNASP) affirmait récemment : "Notre victoire aux élections ne fait aucun doute, mais nous devons aussi les gagner à l'étranger, et c'est un des buts les plus complexes de notre processus". Les élections nicaraguayennes ne se jouent pas seulement au Nicaragua, le FSLN le sait et les Etats-Unis aussi.

Ses dernières initiatives prouvent que la Maison Blanche n'est aucunement gênée par l'aspect ouvert et public de son ingérence. Son attitude suscite certaines réactions négatives de la part de la communauté internationale et le mépris, au Nicaragua, pour ceux qui acceptent son financement.

Les élections nicaraguayennes ne se jouent pas seulement au Nicaragua" le processus électoral suit son cours, les menées de Washington pour le saboter suivent le leur...

UN SPORT DE MASSE, TEL EST NOTRE OBJECTIF

par Raquel Fernandez

Managua, 20 juin (ANN). Le FSLN, dans son programme historique élaboré par son fondateur Carlos Fonseca il y a plus de 25 ans, se proposait entre autres de promouvoir un sport de masse. La constitution actuelle, promulguée en 1985, reprend cette ligne dans son article 65, reconnaissant le droit des Nicaraguayens à pratiquer le sport de leur choix et le devoir du gouvernement de leur en donner les moyens. L'article 65 dit exactement: "Les Nicaraguayens ont droit au sport, à l'éducation physique, aux loisirs et à la détente. L'Etat favorisera la pratique du sport, au moyen de la participation organisée et massive du peuple, pour la formation intégrale des Nicaraguayens, au moyen de programmes et de projets spéciaux".

Dix ans après le triomphe, Emmet Lang, ministre de l'Institut nicaraguayen des sports, a expliqué à l'ANN le chemin parcouru depuis 1979, les obstacles rencontrés et les perspectives.

ANN : Quelle était la situation du sport avant 1979 ?

Emmet Lang : Officiellement le sport était amateur, mais en réalité il s'agissait d'une affaire juteuse pour quelques managers, surtout dans deux disciplines qui n'ont aucun besoin de publicité compte tenu du grand intérêt que les Nicaraguayens leur portent: le baseball et la

boxe. Les "négociants" du sports se contentaient de sélectionner les meilleurs parmi le grand nombre des amateurs, ils les entraînaient et montaient leur affaire pour leur bénéfice personnel. Les sportifs voyaient peu - ou pas - la couleur de cet argent.

ANN : Il s'agit du sport de haut niveau. Mais qu'en était-il du sport de masse ?

Emmet Lang : Le gouvernement avait nommé une commission nationale du sport, à la tête de laquelle se trouvait un officier de haut rang de la garde somoziste, l'ancien général Rocha. Il y avait aussi trois secrétaires et 16 entraîneurs de différentes disciplines, dont cinq appartenaient au ministère de l'éducation en tant que professeurs d'éducation physique. C'est tout ce qui existait pour ce qui est de l'organisation officielle.

Mais il y avait aussi des initiatives intéressantes dans certains collèges, surtout dans les collèges privés, par exemple les olympiades du Collège Lassalle ou les jeux scolaires qui étaient organisés par le Collège baptiste ou le Collège "Ramiro Goyena". Mais il s'agissait d'efforts privés, qui s'appuyaient sur la collaboration volontaire de certains passionnés de sport. Avant le triomphe, il n'y avait aucune structure, aucune organisation.

De plus, au cours des dernières années de la dictature, la pratique du sport était de fait interdite, car Somoza pensait que celui qui s'entraînait physiquement le faisait pour entrer dans la guérilla. Même le jogging du matin ou du soir était suspect et les jeunes avaient cessé de le pratiquer après que la garde a assassiné des gens qui couraient dans les rues. Seuls les fils des familles très fortunées pouvaient faire de la plongée ou de la voile sans être suspectes, mais ce ne sont pas des sports de masse car ils coûtent cher.

ANN : Quelles difficultés le sport a-t-il rencontré après le triomphe ?

Emmet Lang : Nous avons des problèmes de toutes sortes et peu de moyens pour les résoudre, à cause de la situation générale du pays. Après la dictature nous avons hérité d'un pays sans installations sportives et nous n'avons pas d'argent pour en construire. Nous n'avons qu'une piste d'athlétisme, qui est à Managua, dans le stade de base-ball "Rigoberto Lopez Perez", et elle est recouverte de gravier. A l'heure actuelle, les sportifs s'entraînent sur des pistes synthétiques, qui permettent de prolonger leur carrière. Les sportifs de haut niveau sont un peu comme des voitures qui, si elles ne font que de l'autoroute, durent plus longtemps que si elles roulent dans les rues de Managua.

Mais nous n'avons pas les moyens de construire une piste moderne, qui coûte au moins trois ou quatre millions de dollars. Le budget total de l'Institut des sports est de 120'000 dollars, au change actuel (juin 89). Nous ne pou-

vons même pas chercher un financement extérieur, car pour cela il faut présenter des plans, et nous n'avons pas la possibilité de payer des spécialistes pour les concevoir. Nous nous devons nous contenter de ce que nous avons déjà et de quelques petites installations que nous construirons peu à peu.

ANN : Les Nicaraguayens sont-ils conscients de l'importance du sport ?

Emmet Lang : C'est un autre aspect de l'héritage que nous a laissé la dictature. Bien que les Nicaraguayens pratiquent le base-ball de façon massive et aiment le sport, ils n'ont pas encore conscience de l'importance d'en faire de façon systématique. Or, au Nicaragua, il est nécessaire d'être en excellente forme, car les gens travaillent durement et leur rendement dépend de leur forme physique. Sans compter que les Nicaraguayens font aussi des travaux pour leur communauté, des travaux volontaires "rouge et noir". C'est pour cela qu'il faut avoir une résistance d'athlète, qui ne s'acquiert que par une pratique régulière du sport. Pourtant, le sport est considéré comme secondaire. Cette façon de voir est un héritage un peu lourd que nous n'arrivons pas à combattre, car il faudrait réaliser de grandes campagnes de publicité que notre budget ne nous permet pas.

ANN : La guerre a-t-elle eu un effet sur le sport ?

Emmet Lang : Le sport est une autre des grandes victimes de la guerre, qui l'affecte de différentes façons. Tout d'abord, la nécessité de nous défendre englutit des ressources qui sans cela seraient à notre disposition. Mais de plus, le poids de la guerre retombe principalement sur les jeunes, qui sont ceux qui normalement font du sport et ont les meilleures performances. Des études ont montré que si un athlète de haut niveau arrête de s'entraîner pendant dix jours, il perd le bénéfice de l'entraînement qu'il a eu dans l'année qui a précédé. Les jeunes qui accomplissent leur service militaire restent deux ans sans s'entraîner de façon systématique, car la défense est notre priorité. A leur retour, bien qu'ils reviennent en excellente forme et prêts à recommencer leur entraînement, ils n'ont aucune chance de pouvoir rattraper le temps perdu. Leurs performances ne seront jamais les mêmes qu'avant, même s'ils arrivent à redevenir bons.

ANN : Quelle attention reçoit le sportif de haut niveau ?

Emmet Lang : C'est un problème dont, pour une part, nous avons hérité mais qui vient aussi de la guerre. Nous avons de sérieuses difficultés pour offrir une attention suffisante à nos athlètes de haut niveau.

Ils doivent être en bonne santé, être bien nourris, ne pas avoir de soucis familiaux et disposer du matériel nécessaire à leur discipline. Or, à l'heure actuelle, ils ne peuvent pas toujours récupérer la fatigue que leur impose

leur entraînement, car nous ne pouvons leur assurer une alimentation adaptée à leur discipline. Nous ne pouvons pas plus leur offrir le suivi médical dont ils auraient besoin. Quant à leur famille, nous ne pouvons guère les aider, si bien qu'ils doivent avoir un travail et s'entraîner sur leur temps libre. Nous n'avons pas non plus les moyens d'acheter le matériel sportif. Pour donner quelques exemples, un javelot coûte 300 dollars, une batte 40, des chaussures d'athlétisme, 30. Par ailleurs, nous ne pouvons fournir une attention médicale spécialisée, alors que la médecine sportive s'est beaucoup développée.

ANN : Est-ce que le sport est devenu une activité de masse ?

Emmet Lang : C'est notre voeu le plus cher, mais nous avons de nouveaux problèmes. Comme je l'ai déjà dit, nous ne disposons même pas d'installations pour les sportifs de haut niveau. Dans ces conditions, un sport de masse est difficile. Nous n'avons pas non plus de matériel. Il existe au Nicaragua une fabrique qui ne peut fournir que 60'000 balles de base-ball par an, mais nous aurions besoin de 180'000. Ces balles nous coûteraient 500'000 dollars, et j'ai déjà précisé le montant de notre budget. Plus le sport est une pratique populaire, plus il faut de matériel. Nous faisons un grand effort en direction des scolaires et nous sommes arrivés à en toucher 36'000: mais au Nicaragua, il y a plus d'un million d'élèves et d'étudiants. Nous essayons de promouvoir six disciplines: le base-ball, le football, le basketball, le volley-ball, l'athlétisme et les échecs. Le ballon de football le moins cher coûte six dollars... Cependant, le base-ball est un véritable sport de masse: les gens le pratiquent avec ou sans matériel. Par exemple, ils fabriquent des balles avec de vieilles chaussettes et se servent de bâtons à la place de battes.

Naturellement, ils ne peuvent obtenir de grandes performances. Mais ils jouent, ce qui est le plus important.

ANN : Estimez-vous que vous avez malgré tout progressé ?

Emmet Lang : Compte-tenu de notre point de départ, je crois que nous avons quelques réussites. A l'heure actuelle, il y a plus de mille professeurs d'éducation physique, parmi lesquels trois cents ont été formés dans des écoles spécialisées. Les autres ont été formés par des stages d'urgence. De plus, les deux premiers docteurs en sports sont revenus au Nicaragua après avoir fait leurs études en RDA. Quatre autres vont bientôt rentrer. Par ailleurs, nous avons construit de nombreux terrains de sport, modestes et pauvres, mais qui favorisent une pratique de masse. Par ailleurs, l'existence d'une fabrique de matériel sportif, même si elle est insuffisante, est un progrès, parce qu'avant le triomphe, tout était importé. Le nombre de personnes pratiquant un sport a augmenté, et s'il est vrai qu'elles ne sont pas de haut niveau, nous considérons malgré tout que c'est très important. Lors des derniers jeux centraméricains le Nicaragua, qui occupait tra-

ditionnellement la dernière place, est passé au troisième rang. Nous avons gagné 106 médailles, ce qui ne s'était jamais vu.

Le Nicaragua est devenu un des premiers pays d'Amérique centrale quant à la capacité d'organiser des compétitions. En moyenne, nous organisons 25 compétitions sportives par an, et nous participons à environ 80 événements sportifs hors de nos frontières. Sur le plan national, nous avons en moyenne 100 championnats par an. Nous nous sommes parfois demandé si cela valait la peine d'organiser tant de rencontres et d'assister à tant de compétitions à l'étranger.

Je pense que si, car cela nous permet d'accumuler de l'expérience et aussi de démontrer aux Etats-Unis qu'ils ne nous ont pas écrasés.

Participer à un événement sportif ou l'organiser est une façon de dénoncer les Etats-Unis, de prouver que nous avons des possibilités, que nous avançons malgré la guerre et malgré la sauvagerie avec laquelle ils nous traitent.

ANN : Pourquoi attacher tant d'importance au sport dans ce pays qui est assailli de tant de difficultés ?

Emmet Lang : Le sport est une activité qui concerne la société tout entière. J'irai jusqu'à dire que je suis le ministre de la santé, et que la fonctionnaire que l'on désigne comme la ministre de la santé est en fait la ministre des malades. Son travail consiste à soigner les malades et le notre à éviter que les personnes en bonne santé ne tombent malades, à faire qu'elles résistent à la maladie. Si l'on avait davantage de moyens, il y aurait moins de gens malades ou épuisés. La révolution veut guérir ceux qui sont malades, c'est évident, mais elle préfère de loin prévenir la maladie. Le sport joue dans ce contexte un rôle important.

Le budget de la justice est un peu moins élevé que le notre. Cela a provoqué un débat au moment où nous avons établi la proposition du budget de l'Etat. J'ai soutenu que la révolution ne tient pas à punir les délinquants mais à éviter qu'ils le deviennent par manque d'activités intéressantes et positives. Le sport permet de former des citoyens sains de corps et d'âme, habitués à la discipline et à la solidarité. Mais nous aidons aussi ceux qui tombent dans la délinquance: notre système pénitentiaire est conçu pour la réhabilitation et la réinsertion de l'individu. Notre ministère a fourni des entraîneurs qui font pratiquer du sport aux prisonniers pour aider à leur réinsertion. Ainsi, en ce qui concerne la justice, nous remplissons une double fonction de prévention et de réinsertion. En ce qui concerne les autres citoyens, nous avons aussi des responsabilités. Je suis sûr que si nos travailleurs pouvaient pratiquer un sport de façon régulière, leur rendement serait meilleur et ils résisteraient mieux à leur journée de travail.

ANN : Le Nicaragua bénéficie-t-il d'une solidarité dans le domaine sportif ?

Emmet Lang : Effectivement, des pays amis nous aident. Mais, aussi étrange que cela puisse paraître, nous offrons notre solidarité aux peuples d'Espagne et d'Italie, qui voudraient développer le base-ball. Dans cette discipline, nous sommes une puissance mondiale. Lors des deux dernières saisons, deux entraîneurs nicaraguayens sont allés dans ces pays pour les aider à former une équipe. Mais ils ne sont pas payés pour cela: on leur offre le billet d'avion et les frais de séjour, avec un petit supplément pour les dépenses personnelles. Ils ne reçoivent pas de salaire car il s'agit d'une aide solidaire. Nous ne vendons pas nos athlètes. Nous étudions la possibilité d'envoyer également des entraîneurs au Pérou et en Equateur. Nous entraînon également des Cubains qui veulent former une équipe de bowling. Cuba veut promouvoir ce sport, qui est peu pratiqué pour l'instant.

Nous voulons aussi développer la solidarité sportive avec l'Amérique centrale. Nous avons fait une proposition d'échange d'entraîneurs et de sélections nationales. Nous pouvons apporter notre aide pour le base-ball, les haltères, les échecs, la boxe, l'escrime et le tennis de table, disciplines dans lesquelles nous avons atteint un bon niveau. Nous avons par contre besoin qu'on nous aide dans d'autres sports, comme le football, dans lesquels les autres pays sont plus forts. C'est une façon d'appliquer les accords d'Esquipulas dans le sport.

TRAFIC DE DROGUE EN AMERIQUE CENTRALE

par Felipe Jaime

Managua, 28 juin (ANN). Le président du Costa Rica, Oscar Arias, reconnaît avoir reçu de l'argent provenant du trafic de drogue, démystifiant ainsi la "pureté démocratique" de ce pays. Le bruit court que le Nicaragua aurait qualifié le Honduras de "narco-Etat". Dans ce contexte, une question s'impose : qui est qui dans le trafic de drogue en Amérique centrale ?

En réalité, la production et la consommation de drogue ne sont pas un des problèmes principaux de la région mais le trafic est devenu un fléau dans certains pays, en particulier au Honduras et au Costa Rica, où les trafiquants internationaux ont établi un vaste réseau d'appui logistique.

Il semble que ces groupes de trafiquants aient investi une part de leur argent au Costa Rica, y compris en finançant en partie les dernières campagnes présidentielles, dont celle d'Arias. Leur influence n'est pas seulement économique mais aussi politique. Après qu'une commission du Congrès costaricain ait entrepris une enquête sur le trafic de drogue dans le pays, Arias a admis que des person-

nes liées à ce trafic avaient participé à la campagne électorale de 1985 qui l'a fait président : "Des gens liés au trafic de drogue ont participé à ma campagne et je le déplore, si j'avais su qui ils étaient, je n'aurais évidemment pas accepté leur argent" a déclaré le président du Costa Rica, faisant allusion à l'aide reçue de Fernando Melo et Ricardo Alen qui sont accusés respectivement de faire du trafic et de "blanchir" les dollars illégaux.

Le problème n'est pas nouveau au Costa Rica, et il est loin d'être résolu. Ces derniers jours, les deux principaux candidats à la présidence, Carlos Manuel Castillo du Parti de libération nacional (PLN) au pouvoir, et Angel Rafael Calderón du Parti d'unité social-chrétien (PUSC), d'opposition, ont eu des contacts avec les trafiquants de drogue, selon une information du sénateur démocrate des Etats-Unis John Kerry.

Le Costa Rica s'est transformé ces dernières années en terre d'asile pour les trafiquants du monde entier qui s'y promènent comme chez eux, comme l'Argentin Roberto Fiona, récemment extradé en France où il est accusé de trafic de d'héroïne. On a pu y rencontrer aussi Fernando Melo, un cubain naturalisé costaricain qui s'est enfui au Panama ou au Venezuela quand le Congrès a commencé son enquête.

Rafael Caro Quintero, trafiquant mexicain notoire, a été aperçu également au Costa Rica où l'on a parlé de ses contacts avec de hommes politiques importants du pays et de ses projets d'appuyer un candidat à la présidence.

Selon les chiffres officiels, environ un milliard de dollars sont blanchis chaque année au Costa Rica. Ils proviennent du trafic qui traverse le pays par des pistes clandestines depuis la Colombie et le Pérou la plupart du temps et en direction des Etats-Unis.

Le Honduras, pays d'origine d'une des "têtes" du trafic en Amérique centrale, Ramon Matta Ballesteros, a toujours été lié étroitement au "réseau de Medellín" et ce n'est pas la première fois qu'il est qualifié de "narco-Etat". En novembre 1988, Miguel Izaguirre, après avoir été destitué de ses fonctions de juge à Tela dans l'Etat hondurien, affirmant que beaucoup d'institutions gouvernementales étaient "mêlées au trafic".

Le juge hondurien, tellement controversé qu'il ne sortait jamais sans ses gardes du corps et sa mitrailleuse, a accusé d'importants hommes politiques et hauts fonctionnaires, entre autres le président du Congrès, Carlos Montoya, le président de la Cour suprême de justice, Salomon Jimenez et le procureur général de la république, Ruben Zepeda. Les médias honduriens ont attiré l'attention sur le fait que les accusations d'Izaguirre ne mettaient pas seulement en cause les militaires mais selon une enquête réalisée dans les premiers mois de 88 par un journal local, 43 % des médias honduriens sont pénétrés par la mafia de la drogue, 1 % des forces armées,

21 % du système juridique, 16 % des partis politiques et les autres organisations dans une proportion moindre.

Les liens de certains hauts fonctionnaires avec le trafic de drogue ont été dévoilés après l'extradition de Matta Ballesteros aux Etats-Unis, le 6 avril 88, lorsque plusieurs médias ont diffusé la liste des militaires impliqués. Quelques jours plus tard, plusieurs journalistes ont été "convoqués" par le chef des forces armées, le général Humberto Regalado, qui leur a "suggéré" de retirer leurs accusations. Ses "conseils" ont été suivis d'effets et le dossier a été refermé.

Après ces dénonciations, les présidents centraméricains ont décidé, le 14 février dernier au Salvador, de "promouvoir un accord de coopération régionale contre le trafic de drogue". Le projet a été présenté par Daniel Ortega qui, la veille de la réunion, avait attiré l'attention sur la nécessité d'un contrôle entre les Etats-Unis et l'Amérique centrale pour éviter que la région ne soit utilisée comme zone de transit pour la drogue. "La drogue est consommée au nord et fabriquée au sud, son chemin passe par notre région" a signalé le président nicaraguayen, en précisant que la proposition qui allait être présentée au Salvador "prenait en compte les préoccupations du président des Etats-Unis au sujet de la drogue".

La proposition du Nicaragua a finalement été intégrée au document de San Salvador, malgré l'opposition de certains pays qui ne voulaient pas céder à cette initiative de Managua. En mars 89, les ministères de Affaires extérieures centraméricains réunis à San José (Costa Rica) ont confié à une commission technique l'élaboration d'un "accord pour l'éradication du trafic de drogue" sur une proposition nicaraguayenne. Mauricio Herdocia, représentant le Nicaragua a suggéré que la vente de drogue soit considérée comme "crime contre l'humanité" avec toutes les conséquences juridiques que cela entraîne.

Le trafic a donc pénétré certains pays et corrompu certains gouvernements de la région qui en tirent bénéfice et en échange ferment les yeux sur la présence dans leur pays des trusts internationaux de la drogue.

EN BREF :

LE JURY DU PREMIER CONCOURS INTERNATIONAL DE PHOTOS SE REUNIRA PROCHAINEMENT

Managua, 3 juillet (ANN). C'est le 14 juillet prochain que se réunira à Managua le jury du premier concours international de photos "le Nicaragua entre la guerre et la paix", qui a été organisé par l'Agence Nueva Nicaragua et parraine par plusieurs organisations non-gouvernementales européennes.

La date limite pour l'envoi des photos a été reportée à juillet compte tenu de l'écho international qu'a eu cette initiative. Le concours a été réalisé dans le cadre de la commémoration du triomphe de la révolution et son premier prix est un voyage au Nicaragua. Les meilleures photos sélectionnées seront publiées dans un livre à paraître prochainement.

80 participants, du monde entier, ont envoyés 777 photos et plusieurs photos reportages dont beaucoup ont été canalisés par les ambassades du Nicaragua.

Le jury est formé de responsables de l'ANN, de journalistes nationaux et internationaux, de spécialistes en photos et de dirigeants de la révolution. Le résultat sera connu le vendredi 14 juillet et les meilleures photos formeront l'exposition du Xème anniversaire", qui, après avoir été montrée au public nicaraguayen, voyagera dans le monde.

IMPORTANT ACCORD ENTRE L'ANN ET "BARRICADA INTERNACIONAL"

Managua, 3 juillet (ANN). Dans le but de garantir une meilleure circulation de l'information à l'étranger, un accord de coopération vient d'être signé entre l'ANN et *Barricada Internacional*. Son but est de resserrer les liens professionnels entre les deux institutions qui constituent les canaux de l'information nicaraguayenne à destination de l'extérieur.

Cet accord prévoit que l'ANN assurera la traduction mensuelle de *Barricada Internacional* en allemand. Ce service, en principe gratuit, pourra être sujet à paiement. *Barricada internacional* assurera en échange la promotion des matériels de l'ANN. Les deux institutions pourront s'emprunter respectivement leur matériel en citant la source.

L'ANN-Europe est seule chargée de trouver des sources de financement pour l'équipe de traduction. D'autres types de coopération pourront être envisagés ultérieurement.

L'ANN INFORME :

10 ANS DE REVOLUTION ... 10 ANS DE CONTRE-INFORMATION

Zurich, 1er juillet (ANN). - La rapide évolution de la situation au Nicaragua nous fait parfois oublier les difficultés financières auxquelles l'ANN, il y a six mois, faisaient face, luttant désespérément contre un déficit plus qu'inquiétant. La majoration des abonnements a été une mesure pour nous sortir de l'impasse; de même les appels de fonds aux amis de l'ANN. A présent, c'est la production de notre montre d'anniversaire qui, de par son prix de solidarité, doit nous aider à combler le déficit.

D'autres initiatives se profilent. En France, par exemple, un réseau de soutien à l'ANN est en train de se mettre en place. Avec le versement mensuel d'une petite somme, ceux et celles qui se joignent à cette entreprise contribuent à assurer la continuité de notre travail, pour l'instant pour les deux ans à venir.

Tout d'abord, nous souhaitons renouveler nos remerciements aux abonnés qui ont soutenu le substantiel relèvement tarifaire. Une contribution absolument décisive pour notre survie ! En effet, les nouveaux tarifs permettent au secteur des bulletins hebdomadaires pratiquement à s'autofinancer. A vrai dire, peu de critiques nous sont parvenues. Un abonné a fait valoir qu'il était injuste de faire porter ce poids aux particuliers, tandis que les médias continuaient à jouir de l'ancien tarif. D'autres n'ont pas renouvelé leur abonnement ; cependant leur nombre correspond au taux de non-renouvellement observé antérieurement. Et puis, il y a tous ceux et celles qui nous ont écrit pour nous demander de ne surtout pas abandonner notre travail de contre-information. Ces encouragements posent les jalons de demain.

N'y a-t-il pas tout lieu d'être optimistes quand l'on réalise que l'ANN a passé ce cap critique de l'après-compactación et des drastiques coupes budgétaires ? Non contente d'avoir survécu, elle a même consolidé la gamme d'informations offerte. Les compañeros/ras de Managua ont donné leur maximum pour sauver l'ANN.

Le 10ème anniversaire de la révolution coïncide à quelque chose près avec le 10ème anniversaire de la création de l'ANN, en octobre. Une commémoration qui déclenche de nouveaux élans, en passe de devenir projets. Les deux responsables des relations extérieures de l'ANN-Managua, en voyage en Europe, ont fait croiser leur chemin à Zurich, afin de dresser un bilan avec nous. Le fonctionnement au quotidien de l'ANN-Managua est dorénavant tributaire de donations adressées directement à son siège. L'ANN-Europe, de son côté, doit à l'avenir assurer pour Managua des paiements directs en dollars en plus de la prise en charge des postes de dépenses libellés en devises.

Toutefois, en tant qu'agence de presse, nous ne voulons pas nous convertir en pêcheurs de fonds, nous sommes là pour offrir une information. Managua nous garantit le maintien du volumen de ses prestations. A nous de faire connaître toute la gamme de nos produits d'information et d'élargir notre audience.

Solidairement vôtre

ANN-Europe

L'agence de presse du Nicaragua, *ANN Agencia Nueva Nicaragua*, Apartado 435, Managua, Nicaragua. Tel. 505-2-2'32'78. Télex: 375-1018, publie également des bulletins hebdomadaires en allemand. Directeur: Roberto García Boza.

Prix annuel pour particuliers: Ffrs 450/Sfrs 135; pour comités de solidarité: Ffrs 700/Sfrs 250; pour institutions: Ffrs 1'000/Sfrs 350.

Un paiement semestriel est possible.

Vous pouvez vérifier la durée de votre abonnement par le biais du numéro du bulletin qui figure au-dessus de votre nom sur l'étiquette d'envoi.

Editeur: Martin Muheim. Rédactrice responsable à Zurich: Alma Noser. ANN Agencia Nueva Nicaragua, case postale 236, CH-8042 Zurich.

